

**Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le
Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la
Communauté française, le Gouvernement de la Communauté
germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le
Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en
matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes
décédées, fait à Paris le 09 mars 2020**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes décédées, fait à Paris le 09 mars 2020, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le

10 FEV. 2022

**Pour le Gouvernement de la Communauté française
Le Ministre-Président,**


Pierre-Yves Jeholet

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE
LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE,
LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,
LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE,
LE GOUVERNEMENT DE LA REGION FLAMANDE,
LE GOUVERNEMENT DE LA REGION WALLONNE,
LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

EN MATIERE DE TRANSFERTS DE CORPS
PAR VOIE TERRESTRE
DES PERSONNES DECEDEES

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,
Le Gouvernement de la Communauté flamande,
Le Gouvernement de la Communauté française,
Le Gouvernement de la Communauté germanophone,
Le Gouvernement de la Région flamande,
Le Gouvernement de la Région wallonne,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
d'une part,
et
Le Gouvernement de la République française,
d'autre part,
Ci-après dénommés les « Parties » ;

Conscients de la tradition de mobilité des populations et de la richesse de la coopération sanitaire transfrontalière entre la France et la Belgique ;

Conscients de l'importance de leur frontière commune pour leurs populations respectives et de la nécessité d'une gestion concertée des problématiques communes ;

Considérant l'Accord sur le transfert des corps des personnes décédées, signé à Strasbourg le 26 octobre 1973, ci-après « l'Accord de Strasbourg », et notamment son article 2 qui autorise les Parties contractantes à accorder des facilités plus grandes par application d'accords bilatéraux ;

Considérant la résolution du Parlement européen du 4 décembre 2003, sur l'adoption de mesures concernant le rapatriement de la dépouille des personnes décédées (2003/2032(INI)), et notamment ses points 1 et 2 ;

Considérant l'accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière signé le 30 septembre 2005 à Mouscron ;

Désireux de renforcer les liens unissant les deux Etats ;

Désireux de simplifier les modalités de transferts de corps des personnes décédées par voie terrestre entre les deux Etats ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent Accord établit un cadre de réciprocité pour faciliter le transfert transfrontalier, par voie terrestre exclusivement, du corps d'une personne décédée sur le territoire de l'une des Parties vers le territoire de l'autre Partie.

Le présent Accord s'applique au territoire métropolitain de la République française et au territoire du Royaume de Belgique.

Article 2

Par dérogation à l'article 6 de l'Accord de Strasbourg, les Parties contractantes conviennent que pour le transfert par voie terrestre, vers le territoire d'une Partie, des corps des personnes décédées sur le territoire de l'autre Partie :

1. L'usage d'un cercueil en bois étanche d'au moins 22 mm est obligatoire. L'usage d'un cercueil en zinc ou tout autre métal reste, le cas échéant, autorisé ;
2. La dérogation mentionnée à l'alinéa précédent ne s'applique pas si le décès est dû à l'une des maladies contagieuses suivantes : rage, orthopoxviroses, choléra, peste, charbon et fièvres hémorragiques virales, toute maladie émergente infectieuse transmissible (Syndrome respiratoire aigu sévère...). Cette liste de maladies contagieuses est susceptible d'être actualisée par chacune des Parties, sur avis des autorités compétentes décrites à l'article 4 paragraphe 3, du présent Accord ;
3. Le seul document exigé lors des transferts des corps de la Belgique vers la France est un laissez-passer mortuaire spécifique transfrontalier Belgique-France (intitulé LPM/BF) délivré sur la base de l'acte de décès et du certificat de non-contagiosité ;
4. Le seul document exigé lors des transferts des corps des personnes décédées de la France vers la Belgique est un laissez-passer mortuaire ;
5. Les soins de conservation des corps des personnes décédées, y compris l'embaumement, ne sont pas requis pour leur transfert entre les deux pays ;
6. S'il est prévu que l'arrivée des corps des personnes décédées au lieu d'inhumation ou de crémation ne peut pas s'effectuer dans un délai de 72 heures, ceux-ci doivent être placés dans un cercueil de transfert remplissant les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 1, de l'Accord de Strasbourg ;
7. L'autorisation des autorités judiciaires est requise pour le transport des corps des personnes décédées lorsqu'une autopsie doit être effectuée avant de transférer du corps en vue de son inhumation ou de son crémation.

Article 3

En dehors des facilités prévues par le présent Accord, son application n'affecte pas le respect des obligations qui incombent aux Parties dans ce domaine au titre de leurs engagements internationaux respectifs.

Article 4

La commission mixte intergouvernementale créée par l'article 7 de l'accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière du 30 septembre 2005 est compétente pour assurer le suivi de l'application du présent accord de coopération, et associera, pour ce suivi, les

représentants des Régions et de la Communauté germanophone du Royaume de Belgique et du Ministère de l'Intérieur de la République française.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord sont réglés, soit au sein de la commission mixte, soit par voie de consultation ou de négociation directes entre les Parties.

Les points focaux nationaux du règlement sanitaire international de 2005, sont chargés de l'évaluation en temps réel du risque représenté par une incidence sanitaire grave.

Article 5

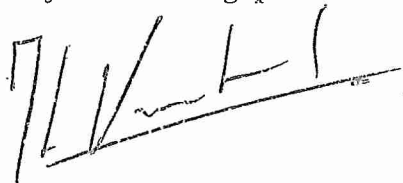
Les frais éventuels afférents à cet Accord ne supposent, en aucun cas, une hausse de la dépense publique et sont imputés sur les budgets annuels de fonctionnement courant des administrations concernées.

Article 6

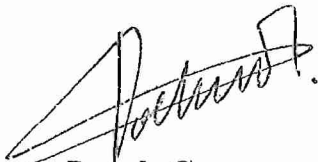
1. Chaque Partie notifie, par la voie diplomatique, à l'autre Partie l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Accord entre en vigueur à la date de réception de la seconde de ces notifications. Il est conclu pour une durée indéterminée.
2. Le présent Accord peut être amendé d'un commun accord entre les Parties. Ces amendements entrent en vigueur après accomplissement des formalités internes requises.
3. Il peut être dénoncé à tout moment, par l'une ou l'autre des Parties. Toute dénonciation doit être notifiée par écrit, par la voie diplomatique, avec un préavis de six (6) mois.

Fait à XX *Paris*, le XX *9 mars 2020*, en deux exemplaires originaux en langues française, néerlandaise et allemande, les trois versions linguistiques faisant également foi.

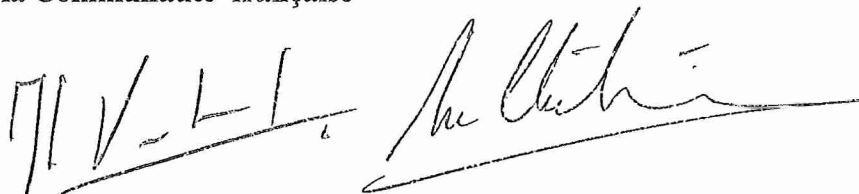
Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique



Pour le Gouvernement
de la Communauté flamande



Pour le Gouvernement
de la Communauté française



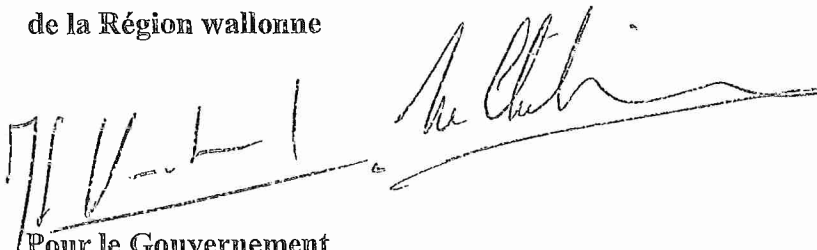
Pour le Gouvernement
de la Communauté germanophone



Pour le Gouvernement
de la Région flamande



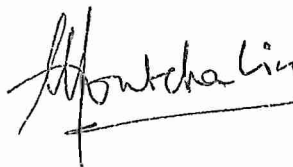
Pour le Gouvernement
de la Région wallonne



Pour le Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale



Pour le Gouvernement
de la République Française



Mme Amélie de Montchalin,
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des Affaires étrangères, en
charge des Affaires européennes

OVEREENKOMST

TUSSEN

DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË,
DE REGERING VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP,
DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP,
DE REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP,
DE REGERING VAN HET VLAAMSE GEWEST,
DE REGERING VAN HET WAALSE GEWEST,
DE REGERING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

EN

DE REGERING VAN DE FRANSE REPUBLIEK

INZAKE HET VERVOER VAN LIJKEN OVER LAND

Ontwerp_20190926_alternatBE

De Regering van het Koninkrijk België,
De Regering van de Vlaamse Gemeenschap,
De Regering van de Franse Gemeenschap,
De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Regering van het Vlaamse Gewest,
De Regering van het Waalse Gewest,
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
enerzijds,
en
De Regering van de Franse Republiek,
anderzijds,
hierna "de Partijen" genoemd;

Zich bewust van de traditie van mobiliteit van de bevolking en de rijke grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg tussen Frankrijk en België ;

Overwegende het belang van de gezamenlijke grens voor hun respectieve bevolking en de noodzaak van een gecoördineerd beheer van gemeenschappelijke vraagstukken;

Overwegende de Overeenkomst inzake het vervoer van lijken, die in Straatsburg op 26 oktober 1973 werd getekend, hierna "de Overeenkomst van Straatsburg", en met name artikel 2 ervan dat de Overeenkomstsluitende Partijen toelaat ruimere faciliteiten te verlenen door toepassing van bilaterale overeenkomsten ;

Overwegende de resolutie van het Europees Parlement van 4 december 2003 over het nemen van maatregelen met betrekking tot de repatriëring van het lichaam van overledenen (2003/2032(INI)), en met name de punten 1 en 2 ervan ;

Overwegende het raamakkoord tussen de Regering van de Regering van het Koninkrijk België en van de Franse Republiek betreffende de grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg, ondertekend in Moeskroen op 30 september 2005 ;

Verlangend de banden tussen de twee Staten te versterken ;

Verlangend de modaliteiten voor het vervoer van lichamen over land tussen de twee Staten te vereenvoudigen ;

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Bij deze Overeenkomst wordt een op wederkerigheid gebaseerd kader ingesteld ter vergemakkelijking van het grensoverschrijdend vervoer, uitsluitend over land, van lijken van op het grondgebied van de ene Partij overledenen naar het grondgebied van de andere Partij.

Deze Overeenkomst is van toepassing op het Europese grondgebied van de Franse Republiek en op het grondgebied van het Koninkrijk België.

Artikel 2

In afwijking van artikel 6 van de Overeenkomst van Straatsburg komen de Partijen overeen dat voor het vervoer over land van lijken van op het grondgebied van de ene Partij overledenen naar het grondgebied van de andere Partij:

1. Het gebruik van een ondoordringbare houten kist van ten minste 22 mm dik verplicht is. Het gebruik van een kist van zink of van een ander metaal blijft zo nodig toegelaten;
2. De in het vorige lid bepaalde afwijking niet van toepassing is als het overlijden is veroorzaakt door een van de volgende besmettelijke ziektes: rabiës, orthopoxvirusinfecties, cholera, pest, miltvuur en virale hemorragische koorts, elke opkomende besmettelijke overdraagbare ziekte (Severe Acute Respiratory Syndrome ...). Deze lijst van besmettelijke ziekten kan worden bijgewerkt door elke Partij op advies van de bevoegde autoriteiten zoals beschreven in artikel 4, lid 3 van deze Overeenkomst ;
3. Het enige document dat vereist is voor het vervoer van lijken van België naar Frankrijk, een specifiek grensoverschrijdend laissez-passer voor lijken België-Frankrijk (afgekort LPL/BF) is dat wordt afgegeven op basis van de overlijdensakte en het attest van niet-besmettelijke ziekte;
4. Het enige document dat vereist is voor het vervoer van lijken van Frankrijk naar België, een laissez-passer voor lijken is;
5. Zorgen ter conservering van het lijk, met inbegrip van balsemen, niet vereist zijn voor het vervoer tussen de twee landen;
6. Als de aankomst van het lijk op de plaats van de begraafing of crematie niet binnen een termijn van 72 uur kan plaatsvinden, deze in een voor het vervoer bedoelde kist moet worden gelegd die voldoet aan de bepalingen van artikel 6, lid 1 van de Overeenkomst van Straatsburg ;
7. De toestemming van de gerechtelijke autoriteiten vereist is voor het vervoer van lijken wanneer een autopsie moet worden uitgevoerd vóór het vervoer van het lijk met het oog op de begraafing of crematie.

Artikel 3

Behalve de in deze Overeenkomst bepaalde faciliteiten doet de toepassing van de Overeenkomst geen afbreuk aan de naleving van de verplichtingen op dit gebied die overeenkomstig de internationale verbintenissen, die respectievelijk op de Partijen rusten.

Artikel 4

De gemengde intergouvernementele commissie die bij artikel 7 van het raamakkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Franse Republiek betreffende de

grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg van 30 september 2005 werd opgericht, is bevoegd voor de opvolging van de toepassing van deze samenwerkingsovereenkomst en zal de vertegenwoordigers van de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap van het Koninkrijk België en van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van de Franse Republiek bij deze opvolging betrekken.

Geschillen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst worden hetzij binnen de gemengde commissie geregeld, hetzij via rechtstreeks overleg of via rechtstreekse onderhandelingen tussen de Partijen.

De National Focal Points zoals bedoeld in het Internationaal Gezondheidsreglement van 2005 zijn belast met de beoordeling in real time van de risico's van een ernstige volksgezondheidsgebeurtenis.

Artikel 5

De eventuele kosten die verband houden met deze Overeenkomst geven in geen geval aanleiding tot een stijging van de overheidsuitgaven en worden aangerekend op de jaarlijkse werkingsbudgetten van de betrokken administraties.

Artikel 6

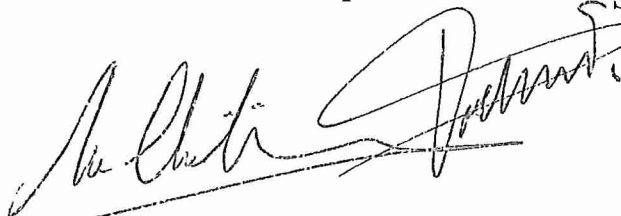
1. Elke Partij stelt de andere Partij langs diplomatieke weg in kennis van de voltooiing van de door zijn wetgeving vereiste procedures voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst. De Overeenkomst treedt in werking op de datum van ontvangst van de tweede van deze kennisgevingen. Ze wordt voor onbepaalde tijd gesloten.
2. Deze Overeenkomst kan worden gewijzigd met wederzijds akkoord van de Partijen. Deze wijzigingen worden van kracht nadat de interne procedures zijn voltooid.
3. Ze kan op elk moment worden opgezegd door de een of de andere Partij. Elke opzegging moet schriftelijk langs diplomatieke weg worden meegedeeld met inachtneming van een opzegtermijn van zes (6) maanden.

Gedaan te XX *Parijs*, op XX *9 maart 2020*, in twee originele exemplaren in de Franse, de Nederlandse en de Duitse taal, zijnde alle taalversies gelijkelijk authentiek.

Voor de Regering van het Koninkrijk
België



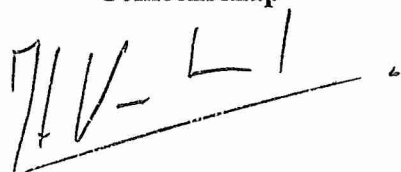
Voor de Regering van de Vlaamse
Gemeenschap



Voor de Regering van de Franse
Gemeenschap



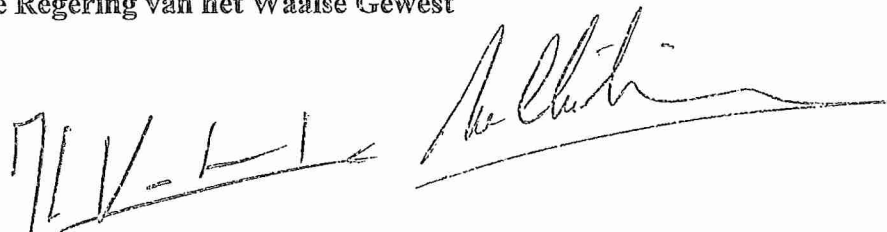
Voor de Regering van de Duitstalige
Gemeenschap



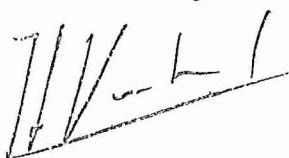
Voor de Regering van het Vlaamse
Gewest



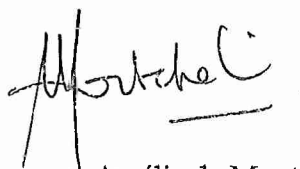
Voor de Regering van het Waalse Gewest



Voor de Regering van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest



Voor de Regering van de Franse
Republiek



Mevrouw Amélie de Montchalin,
Staatssecretaris van de Minister van
Europa en Buitenlandse Zaken,
belast met Europese Zaken

ABKOMMEN

ZWISCHEN

DIE REGIERUNG DES KÖNIGREICHS BELGIEN,
DIE REGIERUNG DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT,
DIE REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT,
DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,
DIE REGIERUNG DER FLÄMISCHEN REGION,
DIE REGIERUNG DER WALLONISCHEN REGION,
DIE REGIERUNG DER REGION BRÜSSEL-HAUPTSTADT

UND

DIE REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK

ÜBER DIE LEICHENBEFÖRDERUNG ÜBER LAND

Die Regierung des Königreichs Belgien,
Die Regierung der Flämischen Gemeinschaft,
Die Regierung der Französischen Gemeinschaft,
Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Die Regierung der Flämischen Region,
Die Regierung der Wallonischen Region,
Die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,
einerseits,
und
Die Regierung der Französische Republik,
andererseits,
hierunter „die Parteien“ genannt;

Angesichts der Tradition der Mobilität der Bevölkerung und der reichen Zusammenarbeit im Gesundheitswesen zwischen Frankreich und Belgien;

Angesichts der Bedeutung der gemeinsamen Grenze für die jeweilige Bevölkerung und der Notwendigkeit einer konzertierten Lösung gemeinsamer Probleme;

Eingedenk des am 26. Oktober 1973 in Straßburg unterzeichneten Übereinkommens über die Leichenbeförderung, hierunter „Übereinkommen von Straßburg“ genannt, und insbesondere des Artikels 2, der es den Vertragsparteien gestattet, aufgrund zweiseitiger Übereinkünfte größere Erleichterungen zu gewähren ;

Eingedenk der Entschließung des Europäischen Parlaments zu der Annahme von Maßnahmen betreffend die Rückführung Verstorbener (2003/2032(INI)), und insbesondere der Punkte 1 und 2;

Eingedenk des am 30. September 2005 in Mouscron unterzeichneten Rahmenübereinkommens zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Französischen Republik über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen ;

In dem Wunsch, die Beziehungen zwischen den beiden Staaten zu stärken ;

In dem Wunsch, die Modalitäten für die Leichenbeförderung über Land zwischen den beiden Staaten zu vereinfachen ;

Sind wie folgt übereingekommen :

Artikel 1

Dieses Abkommen schafft einen auf Gegenseitigkeit beruhenden Rahmen für die Vereinfachung der, ausschließlich über Land erfolgenden, grenzüberschreitenden Leichenbeförderung einer im Hoheitsgebiet der einen Partei verstorbenen Person in das Hoheitsgebiet der anderen Partei.

Dieses Abkommen findet Anwendung auf das Hoheitsgebiet des Mutterlands der Französischen Republik und auf das Hoheitsgebiet des Königreichs Belgien.

Artikel 2

Abweichend von Artikel 6 des Übereinkommens von Straßburg vereinbaren die Vertragsparteien, dass für die Leichenbeförderung von verstorbenen Personen in das Hoheitsgebiet der einen Partei über Land im Hoheitsgebiet der anderen Partei:

1. Die Verwendung eines undurchlässiger Holzsarg mit einer Wandstärke von mindestens 22 mm verbindlich vorgeschrieben ist. Die Verwendung eines Sargs aus Zink oder einem anderen Metall ist gegebenenfalls zulässig;
2. Die in dem vorigen Absatz genannte Abweichung keine Anwendung findet, wenn der Tod auf eine der folgenden ansteckenden Krankheiten zurückzuführen ist : Tollwut, Orthopoxviren, Cholera, Pest, Milzbrand und virale hämorrhagische Fieber, jegliche neue übertragbare Infektionskrankheit (Severe Acute Respiratory Syndrome...). Diese Liste der Infektionskrankheiten kann von jeder Partei nach Stellungnahme der in Artikel 4, Absatz 3 dieses Abkommens genannten zuständigen Behörden aktualisiert werden;
3. Das einzige Dokument, das für die Leichenbeförderung von Belgien nach Frankreich erforderlich ist, ein spezieller grenzüberschreitender Leichenpass Belgien-Frankreich (abgekürzt LP/BF) ist, der aufgrund der Sterbeurkunde und der Bescheinigung über den Ausschluss gesundheitlicher Risiken ausgestellt wird ;
4. Das einzige Dokument, das für die Leichenbeförderung von Frankreich nach Belgien erforderlich ist, ein Leichenpass ist;
5. Die Sorgen der Leichenkonservierung, einschließlich der Balsamierung, für die Leichenbeförderung zwischen den zwei Ländern nicht vorgeschrieben sind;
6. Falls die Ankunft der Leiche am Ort der Erdbestattung oder Einäscherung nicht innerhalb einer Frist von 72 Stunden erfolgen kann, die Leiche in einen zur Beförderung bestimmten Sarg gelegt werden muss, der den in Artikel 6, Absatz 1 des Abkommens von Straßburg genannten Bedingungen genügt;
7. Die Genehmigung der Justizbehörden für die Leichenbeförderung erforderlich ist, wenn eine Autopsie vor der Beförderung der Leiche im Hinblick auf Erdbestattung oder die Einäscherung vorgenommen werden muss.

Artikel 3

Abgesehen von den in diesem Abkommen genannten Erleichterungen berührt das Abkommen nicht die Einhaltung der Pflichten, die den Parteien auf diesem Gebiet im Rahmen ihrer jeweiligen internationalen Verpflichtungen obliegen.

Artikel 4

Die gemischte Regierungskommission, die gemäß Artikel 7 des Rahmenübereinkommens zwischen der Regierung des Königreichs Belgien und der Regierung der Französischen Republik über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen vom 30. September 2005 gegründet wurde, ist für die Überwachung der Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens zuständig und bezieht die Vertreter der Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft des Königreichs Belgien und des Innenministeriums der Französischen Republik bei dieser Überwachung ein.

Die Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens werden entweder innerhalb der gemischten Kommission, oder im Wege von Konsultationen oder durch direkte Verhandlungen zwischen den Parteien beigelegt.

Die in den internationalen Gesundheitsvorschriften (2005) genannten nationalen zentralen Stellen haben zur Aufgabe, ernsthafte Gesundheitsrisikos zeitnah einzuschätzen.

Artikel 5

Die eventuell im Rahmen dieses Abkommens anfallenden Kosten führen auf keinen Fall zu einer Erhöhung der öffentlichen Ausgaben und werden auf die jährlichen Betriebsbudgets der betreffenden Verwaltungen angerechnet.

Artikel 6

1. Jede Partei unterrichtet die andere Partei auf diplomatischen Wege über den Abschluss der Verfahren, die nach seinen Rechtsvorschriften für das Inkrafttreten dieses Abkommens erforderlich sind. Das Abkommen tritt am Tag des Eingangs der zweiten Notifikation in Kraft. Es wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.
2. Dieses Abkommen kann im gegenseitigen Einvernehmen der Parteien geändert werden. Diese Änderungen treten nach Erledigung der erforderlichen internen Formalitäten in Kraft.
3. Es kann jederzeit von der einen oder andere Partei gekündigt werden. Jegliche Kündigung ist schriftlich, auf diplomatischen Wege, unter Einhaltung einer Frist von sechs (6) Monaten mitzuteilen.

Geschehen zu XX *Paris*, am XX *9. März 2020*, in zwei Urschriften in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung des Königreichs
Belgien



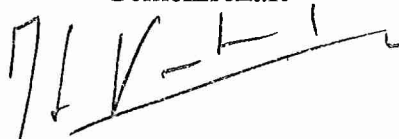
Für die Regierung der Flämischen
Gemeinschaft



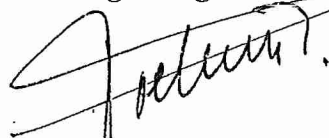
Für die Regierung der Französischen
Gemeinschaft



Für die Regierung der Deutschsprachigen
Gemeinschaft



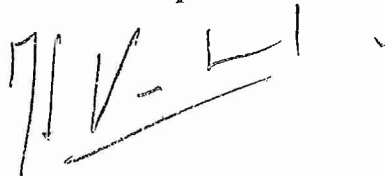
Für die Regierung der Flämischen Region



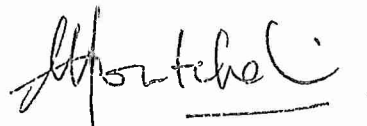
Für die Regierung der Wallonischen
Region



Für die Regierung der Region Brüssel-
Hauptstadt



Für die Regierung der Französischen
Republik



Frau Amélie de Montchalin
Staatssekretär beim Minister für Europa
und Auswärtige Angelegenheiten,
zuständig für europäische
Angelegenheiten



COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles,
Brussel,

24 MAR. 2020

Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Étrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België



**Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le
Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la
Communauté française, le Gouvernement de la Communauté
germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le
Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en
matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes
décédées, fait à Paris le 09 mars 2020**

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de la Convention

Le présent exposé des motifs concerne l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté flamande, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République française en matière de transferts de corps par voie terrestre des personnes décédées, fait à Bruxelles le 9 mars 2020 (ci-après « le traité »).

1. GENÈSE

1.1. Contexte

La Belgique dispose d'une capacité de soins aux personnes âgées plus élevée que la France. En conséquence, de nombreuses personnes âgées françaises du nord de la France sont hébergées dans des institutions situées dans la région frontalière belge, notamment à Mouscron et Estaimpuis.

Lorsque ces personnes décèdent, les familles des défunts souhaitent généralement un rapatriement, afin de pouvoir procéder à leurs funérailles ou à leur crémation en France. Les familles qui optent pour la crémation souhaitent pouvoir utiliser le crématorium de Wattrelos (France), situé à seulement 3 km de Mouscron, ou le crématorium de Herlies (France).

L'Accord de Strasbourg du 26 octobre 1973 sur le transfert des corps des personnes décédées impose un certain nombre de règles, notamment l'utilisation d'un cercueil en zinc (article 6). Toutefois, ces cercueils ne peuvent pas être incinérés dans les crématoriums voisins en France.

Les familles de Français décédés choisissent donc parfois de ne pas franchir la frontière, mais d'utiliser les crématoriums de Belgique, qui peuvent être beaucoup plus éloignés.

1.2. Négociations

En octobre 2013, le Consulat général de Belgique à Lille a reçu un projet de traité rédigé par les crématoriums concernés, collaborant dans le cadre du projet Interreg Alpha & Omega.

Ce projet de traité a été discuté le 12 mars 2014 lors d'une réunion de concertation interne belge organisée par le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement. Des représentants du Gouvernement flamand, de la Région wallonne, du SPF Intérieur et du SPF Justice ont participé à cette concertation.

Les participants à cette concertation étaient d'avis qu'il s'agit d'un traité mixte. Cela a également été confirmé ultérieurement par le Groupe de travail Traités Mixtes, organe consultatif de la Conférence interministérielle de politique étrangère. Compte tenu de la nature mixte du traité, les négociations ultérieures ont eu lieu sous la coordination du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

L'ambassade de Belgique à Paris a informé les autorités françaises, par note verbale du 11 avril 2014, que la Belgique était disposée à entamer des négociations en vue de la conclusion d'un traité bilatéral sur le transfert des dépouilles mortelles, sur la base du projet de traité élaboré par les crématoriums concernés.

La France a répondu par une note verbale datée du 24 avril 2015, qui contenait une autre proposition. La suite des négociations s'est déroulée presque entièrement par écrit, les deux parties se transmettant des propositions de texte par la voie diplomatique.

Les propositions françaises successives autorisaient le transfert dans un cercueil sans revêtement en zinc ou autre métal, sauf dans le cas de certaines maladies infectieuses, mais chaque fois avec l'exigence formelle d'un laissez-passer mortuaire. Ce dernier point s'est avéré être le principal obstacle à la conclusion d'un accord bilatéral.

La base légale en Belgique pour la délivrance d'un laissez-passer mortuaire est l'arrêté du Régent du 20 juin 1947, publié au Moniteur belge le 26 septembre 1947, qui subordonne la délivrance d'un laissez-passer mortuaire au respect de diverses conditions, dont l'utilisation d'un cercueil métallique supplémentaire placé dans un cercueil en bois.

Lors des négociations écrites, aucun accord acceptable sur la base de cet arrêté du Régent n'a pu être trouvé. Finalement, une solution formelle a été proposée lors d'une concertation bilatérale par visioconférence le 9 novembre 2018. Le

maintien du laissez-passer mortuaire ne s'appliquera désormais qu'au transfert de personnes décédées de la France vers la Belgique. Pour le transfert de personnes décédées de la Belgique vers la France, il y aura un document similaire mais différent sur la forme.

Une autre question importante portait sur la liste des maladies contagieuses. Au cours des négociations, la grippe pandémique a été exclue de cette liste. Toutefois, une disposition prévoit que la liste des maladies transmissibles peut être mise à jour en se fondant sur l'avis des « National Focal Points » comme visés dans le Règlement sanitaire international de 2005.

Faisant suite à l'accord sur le fond dégagé sur les points essentiels, une dernière mise en concordance bilatérale écrite a eu lieu concernant le texte définitif du traité.

1.3. Signature

La signature du traité a eu lieu le 9 mars 2020 à Paris.

L'ambassadeur de Belgique à Paris a reçu les pleins pouvoirs pour signer le traité pour le Gouvernement fédéral, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Gouvernement de la Communauté flamande et le Gouvernement de la Région flamande, le traité a été signé par le Représentant diplomatique de la Flandre en France.

Pour le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne, le traité a été signé par le Délégué général Wallonie-Bruxelles à Paris.

Du côté français, le traité a été signé par la secrétaire d'État chargée des affaires européennes, Amélie de Montchalin.

B. Le contenu de la Convention

1. Généralités

Le traité constitue une dérogation à l'Accord de Strasbourg du 26 octobre 1973 sur le transfert des corps des personnes décédées (*loi du 20 août 1981, M.B. 29 octobre 1981, errat. M.B. 21 août 1982*), comme le permet l'article 2.2. de ce même Accord.

L'intention est d'introduire un assouplissement des exigences relatives aux cercueils et des formalités pour le transfert transfrontalier de personnes

décédées par voie terrestre. Cet assouplissement ne s'applique pas lorsque le décès est dû à certaines maladies infectieuses.

2. Commentaire article par article

Le traité comporte 6 articles.

Article 1er

L'article 1er établit un cadre fondé sur la réciprocité et définit le champ d'application territorial.

Article 2

L'article 2 précise les règles applicables par dérogation à l'article 6 de l'Accord de Strasbourg du 26 octobre 1973 sur le transfert des corps de personnes décédées.

Le 1er point précise les conditions auxquelles le cercueil doit répondre. L'utilisation du zinc ou d'un autre métal n'est plus obligatoire, mais reste possible.

Le 2ème point précise que la simplification dont il est question au premier point ne s'applique pas si le décès est dû à certaines maladies infectieuses, qui sont énumérées. Les modalités d'actualisation de cette liste de maladies sont également prévues.

Les points 3 et 4 indiquent quels documents sont requis pour le transfert par voie terrestre de la Belgique vers la France et de la France vers la Belgique respectivement.

Le point 5 précise que les soins de conservation des corps des défunts ne sont pas nécessaires pour le transfert de personnes décédées entre la Belgique et la France.

Le point 6 stipule que, lorsque le transfert dure plus de 72 heures, un cercueil conforme à l'article 6, paragraphe 1, de l'Accord de Strasbourg reste obligatoire.

Le point 7 prévoit que l'autorisation des autorités judiciaires est requise lorsqu'une autopsie doit être effectuée avant que le transfert du corps puisse avoir lieu.

Article 3

L'article 3 stipule que le traité n'affecte pas les autres obligations internationales des parties.

Article 4

Le 1er alinéa dispose que la commission mixte, créée par l'Accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière du 30 septembre 2005, est

compétente pour assurer le suivi de la mise en œuvre du présent traité. Les Communautés et Régions représentées au sein de la commission mixte initiale sont associées au suivi du traité par cette Commission mixte.

Le 2ème alinéa fixe les méthodes de résolution des différends.

Le 3ème alinéa détermine qui évaluera les risques représentés par une incidence sanitaire grave.

Article 5

L'article 5 précise que le traité n'entraîne pas d'obligations financières supplémentaires pour les États contractants.

Article 6

L'article 6 contient les dispositions finales habituelles telles que celles concernant l'entrée en vigueur et la dénonciation du traité.

C. Nature de la convention sur le plan interne

Le 3 avril 2014, le Groupe de travail Traités Mixtes (GTTM), organe consultatif de la conférence interministérielle de politique étrangère (CIPE), a établi le caractère mixte du traité (État fédéral, Communauté germanophone, Région flamande, Région wallonne). Vu le champ d'application territorial du projet de traité alors soumis, la Région de Bruxelles-Capitale ne s'estimait pas compétente.

Le 17 décembre 2018, sur la base du projet actualisé, le GTTM a confirmé le caractère mixte du traité (État fédéral, Communauté germanophone, Région flamande, Région wallonne, Région de Bruxelles-Capitale).

Le 26 mars 2019, le caractère mixte du traité a été étendu à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune.

À la suite de la décision de la CIPE du 9 juillet 2008, il a été demandé aux membres de la conférence d'approuver le consensus obtenu au sein du GTTM, sauf objection, dans les trente jours suivant la notification du rapport. Dans plusieurs courriers, respectivement du 23 avril 2015 (GTTM 3 avril 2014), 11 mars 2019 (GTTM (17 décembre 2018) et 3 juin 2019 (GTTM 26 mars 2019), le président de la CIPE a déclaré qu'aucune objection n'avait été formulée. La CIPE a donc avalisé tacitement le consensus obtenu au sein du GTTM et l'a rendu exécutable.

D. Commentaires des articles du décret d'assentiment

Article unique

Cet article n'appelle pas de commentaires.